



Audit des prestations sociales

Clive Portman - *District Auditor* (auditeur de district)

Introduction

Les prestations sociales en Angleterre sont accordées aux personnes nécessiteuses et constituent une aide dans de nombreux secteurs. Les dispositifs susceptibles d'être complexes sont gérés par le gouvernement central et font l'objet d'un audit par le *National Audit Office (NAO)*, équivalent britannique de la Cour des comptes.

L'un des principaux dispositifs de prestations, l'allocation logement, est géré par les collectivités locales pour le compte du gouvernement central. Cette aide représente une grande partie du travail de la Commission d'audit des administrations locales (*Audit Commission*) en Angleterre.

Qu'est-ce que l'allocation logement ?

L'allocation logement est versée aux personnes ayant des difficultés financières afin de leur permettre de payer les frais d'habitat, y compris le loyer et les impôts fonciers. Une grande partie du travail des autorités locales consiste à lutter contre la pauvreté, le problème des sans-abri et le dénuement.

Il s'agit d'un dispositif complexe dont les dépenses se sont élevées à 16,8 milliards de livres sterling (soit 18 milliards d'euros environ) en 2007/2008. Les prestations sont versées à la base par les *local councils* (conseils municipaux ou de comté), lesquels se font ensuite rembourser par le gouvernement central.

Ces *councils* sont contrôlés au moyen d'un grand nombre d'indicateurs de performance, dont la rapidité du traitement des demandes. La moyenne actuelle est de 25 jours.

En raison de la complexité du système et de la grande quantité de transactions et de dispositions, l'allocation logement est sujette à des erreurs et à des fraudes. Du fait de la situation économique actuelle, de plus en plus de personnes font en outre appel à ce dispositif.

Audit des prestations d'allocation logement

Le processus d'audit se concentre sur l'évaluation du système d'allocation logement et la demande de prestations. Il poursuit les 4 objectifs suivants :

1. Soutenir l'opinion des auditeurs sur les états financiers en passant en revue les dispositifs de contrôle du système,
2. Soutenir l'opinion des auditeurs sur l'optimisation des ressources, y compris sur les modalités visant à recueillir et à documenter les indicateurs de performance,
3. Homologuer la demande de prestations,
4. Evaluer les dispositifs de contrôle visant à prévenir les fraudes et la corruption.

Fraudes et allocations logement

La *National Fraud Initiative (NFI)* est une initiative majeure pour lutter contre les fraudes et la corruption. L'objectif visé est d'harmoniser les données sur le plan national afin d'identifier les fraudes éventuelles en recoupant les données personnelles dans les différents systèmes des pouvoirs publics.

Une correspondance entre les données donne à penser qu'il s'agit d'une fraude potentielle. Un suivi est alors lancé. En 10 ans, le montant des fraudes identifiées s'est élevé à quelque 450 millions de livres sterling (soit environ 500 millions d'euros).